

REGIE DES TRANSPORTS DE LA MARTINIQUE  
Z.A. La Trompeuse, Rue des Ferrements,  
97200 Fort-de-France  
TEL : 0596 60 97 50

**Accord-cadre à bons de commande portant sur la modernisation,  
l'extension et la maintenance des dispositifs de vidéoprotection /  
vidéosurveillance**

**N° de marché**

RTM	2026	01	VIDEOPRO
-----	------	----	----------

## **Cahier des Clauses Administratives Particulières**

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>4</b>
1.1 - OBJET DU MARCHE	4
1.2 - DECOMPOSITION EN LOTS ET TRANCHES	5
1.3 - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	5
1.4 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE	6
1.5 - SOUS-TRAITANCE	6
1.6 - CONNAISSANCE	7
1.7 - REPRESENTATION DE L'ENTREPRENEUR	8
<b>ARTICLE 2. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE</b>	<b>8</b>
2.1 - PIECES PARTICULIERES	8
2.2 - PIECES GENERALES:	8
2.3 - ORDRE DE PREVALENCE DES PIECES	8
<b>ARTICLE 3. MAITRISE D'ŒUVRE</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 4. DELAIS D'EXECUTION OU DE LIVRAISON</b>	<b>9</b>
4.1 - DELAIS D'EXECUTION	9
4.2 - CALENDRIER DETAILLE D'EXECUTION	10
4.3 - PROLONGATION DES DELAIS	10
<b>ARTICLE 5. PRIX DU MARCHE</b>	<b>10</b>
5.1 - CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES	10
5.2 - CONTENU DES PRIX	10
5.3 - MODALITES DE VARIATIONS DES PRIX	11
<b>ARTICLE 6. GARANTIES FINANCIERES</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 7. AVANCE</b>	<b>17</b>
7.1 - CONDITIONS DE VERSEMENT ET DE REMBOURSEMENT	17
7.2 - GARANTIES FINANCIERES DE L'AVANCE	17
<b>ARTICLE 8. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES</b>	<b>18</b>
8.1 - ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS	18
8.2 - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS	18
8.3 - PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS	19
8.4 - DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	19
<b>ARTICLE 9. PENALITES</b>	<b>20</b>
9.1 - PENALITES DE RETARD	20
9.2 - PENALITES DIVERSES	20
9.3. - PENALITES DE RETARD POUR LA MAINTENANCE	20
9.4 - AUTRES PENALITES SPECIFIQUES	21

<u>ARTICLE 10.</u>	<u>CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS</u>	<u>21</u>
10.1 - GENERALITES		21
10.2 - PRESTATIONS ATTENDUES		22
<u>ARTICLE 11.</u>	<u>RECEPTION DES TRAVAUX</u>	<u>22</u>
<u>ARTICLE 12.</u>	<u>ASSURANCES</u>	<u>22</u>
<u>ARTICLE 13.</u>	<u>RESILIATION DU MARCHE</u>	<u>22</u>
<u>ARTICLE 14.</u>	<u>LITIGES</u>	<u>22</u>
<u>ARTICLE 15.</u>	<u>LANGUE</u>	<u>23</u>
<u>ARTICLE 16.</u>	<u>DEROGATIONS AU C.C.A.G. TRAVAUX</u>	<u>23</u>

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

## Article 1. Objet de la consultation - Dispositions générales

### 1.1 - Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent sur la modernisation, l'extension et la maintenance des dispositifs relatif à la vidéoprotection et la vidéosurveillance, présents et ceux à venir.

Il a pour objet de confier au titulaire les missions suivantes :

- La fourniture, pose, paramétrage et raccordement électrique et DATA de caméras sur la voie publique et bâtiminaire sur support existant ou à créer et des équipements associés.
- La fourniture, pose, paramétrage et raccordement électrique et DATA de distributeurs automatiques de tickets sur support existant ou à créer et des équipements associés.
- La fourniture, pose, paramétrage et raccordement électrique et DATA de panneaux généraux départs sur support existant ou à créer et des équipements associés.
- La dépose éventuelle d'équipements existants et des équipements associés.
- Réalisation de génie civil et tirage de câbles dans cheminement existant et/ou à créer.
- Un descriptif de la méthodologie employée afin de réaliser les raccordements électriques et DATA propre et opérateur ;
- La réalisation de locaux techniques ou point de concentration incluant la fourniture, la pose et le paramétrage des équipements actifs et d'enregistrement des dispositifs techniques.
- La réalisation d'un Poste de Sécurité Central incluant la fourniture, la pose et le paramétrage des équipements actifs associés.
- Fourniture, pose, paramétrage et maintenance du ou des logiciels de supervision.
- Maintenance, préventive, évolutive et corrective des installations, équipements et ouvrages existant et à créer.

Le marché est conclu, pour toute sa durée, en prenant en compte les périodes de reconduction, avec les montants suivants :

<b>Montant minimum annuel</b>	1,00 € (prestations de maintenance comprises)
<b>Montant maximum sur la durée totale du marché (périodes de reconduction comprises)</b>	5 millions d'euros

**Dispositions générales:**

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

L'exécution des prestations fera l'objet d'une action d'insertion au bénéfice de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières, définie au présent C.C.A.P.

**Lieu(x) d'exécution :**

- Collectivité territoriale de la Martinique

**Mode de passation :**

Le marché est passé en procédure formalisée conformément aux dispositions des articles L2124.1 et R.2124-2 1° et suivants du Code de la commande publique.

Le montant minimum annuel est fixé à 0,00 euros HT

Le montant maximum est fixé à 5 000 000 euros HT

**Accord-cadre à bons de commande :**

Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre, passé en application des articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

**Réalizations de prestations similaires :**

Les prestations pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires, passé en application de la procédure négociée de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique et qui seront exécutées par l'attributaire de ce présent marché.

Ce nouveau marché devra être conclu dans les trois ans à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux.

**1.2 - Décomposition en lots et tranches**

La présente opération n'est pas décomposée en lots ou en tranches.

**1.3 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L.627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L.622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un

mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée, sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise. Dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

#### 1.4 - Durée de l'accord-cadre

Le marché est conclu pour une période initiale d'un an à compter de la notification régulière du marché.

Le marché pourra être renouvelé, par tacite reconduction, par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

Le pouvoir adjudicateur pourra ne pas renouveler le marché. Dans ce cas, la décision de ne pas reconduire interviendra, au plus tard, deux mois avant la date d'anniversaire de la notification régulière du marché. Si le pouvoir adjudicateur décide de reconduire le marché, le titulaire ne pourra pas refuser cette reconduction.

#### 1.5 - Sous-traitance

En complément des dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et à celles du code de la commande publique, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG-Travaux du 30 mars 2021.

En cas de sous-traitance directe, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur.

A cet effet, il présentera un acte spécial de sous-traitance, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial.

**En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également l'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.**

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

Conformément à l'article 3.6 du CCAG-Travaux, le maître d'ouvrage notifiera, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Dès réception de cette notification, le titulaire du marché s'engage à faire connaître au maître de l'ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et à faire connaître au maître d'œuvre le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Après acceptation d'une sous-traitance indirecte de second rang et plus présentée par le sous-traitant direct ou un sous-traitant indirect de second rang et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du maître de l'ouvrage un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l'acceptation, une copie de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant indirect de second rang et plus.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, de cette acceptation et de cet agrément et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du code du travail.

### 1.6 - Connaissance

L'entrepreneur après avoir visité les lieux reconnaît que les dossiers contractuels qui lui sont remis à la date de conclusion du marché sont suffisants pour lui permettre de remplir ses obligations contractuelles en assurant, conformément aux dispositions légales ou réglementaires en vigueur à la date de signification du marché le complet achèvement de tous les travaux suivant les règles de l'art et la parfaite utilisation de l'ouvrage.

Il reconnaît avoir une parfaite connaissance des lieux et des ouvrages ainsi que de toutes les contraintes ou sujétions y afférent et avoir eu la possibilité d'effectuer ou de demander que soient effectués tous sondages ou reconnaissances nécessaires à l'exécution parfaite de ses prestations. Il ne pourra arguer en aucune façon de l'absence ou de l'insuffisance d'informations ou de renseignements postérieurs à la conclusion du marché pour s'exonérer de sa pleine et entière responsabilité.

Il est responsable de toute dégradation et/ou désordre susceptible d'affecter les ouvrages voisins et s'engage à relever et garantir le maître d'ouvrage de tout recours qui lui serait fait à ce titre.

### 1.7 - Représentation de l'entrepreneur

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG-Travaux, dès la notification du marché, le titulaire désigne une personne physique, habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifie cette désignation au maître de l'ouvrage ou au titulaire du marché.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le maître de l'ouvrage en cours d'exécution du marché.

Le maître d'ouvrage peut demander un changement d'interlocuteur sans avoir à s'en justifier. Ce changement doit alors être effectif sous deux semaines à compter de la demande.

## **Article 2. Pièces contractuelles du marché**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces constitutives et contractuelles du marché sont les suivantes :

### 2.1 - Pièces particulières

1. L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes ;
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
3. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
4. Le bordereau des prix unitaires (B.P.U) ;
5. Le mémoire technique du titulaire ;
6. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

### 2.2 - Pièces générales:

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-TRAVAUX.) selon l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- les cahiers des clauses techniques générales (CCTG.) applicables aux marchés publics de travaux ;
- la réglementation en vigueur.

Les pièces générales, réputées connues par le titulaire, ne sont pas jointes au marché.

### 2.3 - Ordre de prévalence des pièces

En cas de contradiction entre elles, les pièces du marché prévalent les unes sur les autres dans l'ordre où elles sont énumérées à l'article 2.1 et 2.2 du présent CCAP.



### Article 3. Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par la Régie des Transports de la Martinique.

### Article 4. Délais d'exécution ou de livraison

#### 4.1 - Délais d'exécution

Les délais d'exécution des prestations sont fixés à chaque bon de commande ainsi qu'à l'ordre de service associé au besoin, conformément aux stipulations des pièces du marché.

Par dérogation à l'article 28.1 du C.C.A.G Travaux, la période de préparation, qui est fixée à une semaine maximum, fait partie du délai global d'exécution de chaque opération. Elle commencera à la notification de l'ordre de service de démarrage.

- **Délais d'exécution des travaux :**

Chaque opération, ou groupe d'opérations, fait l'objet d'un bon de commande notifié à l'entreprise avec le devis préalablement transmis par le titulaire puis accepté par la RTM et définissant le montant et la nature des travaux.

Les ordres de service seront délivrés pour préciser la date de démarrage des travaux et le délai contractuel de réalisation.

*Par dérogation à l'article 28.1 de CCAG*, la période de préparation, qui est fixée à **une semaine** maximum, fait partie du délai global d'exécution de chaque opération. Elle commencera à la notification de l'ordre de service de démarrage.

Montants du bon de commande (BDC)	DELAIS D'EXECUTION PLAFONNE PAR LA MAITRISE D'OUVRAGE
BDC < 50 000 € TTC	2 mois calendaires
BDC > ou = 50 000 € TTC et < 100 000 € TTC	3 mois calendaires
BDC > ou = 100 000 € TTC	6 mois calendaires

- **Délai pour la remise des documents :**

PHASES	DELAIS D'EXECUTION PLAFONNE PAR LA MAITRISE D'OUVRAGE
Remise des études d'exécution à demande de la MOA (par mail ou fax)	30 jours
Remise du devis à demande de la MOA (par mail ou fax) après validation des études d'exécution	5 jours

Remise des DOE à l'issue réception des travaux (PV de réception)	15 jours
--	----------

#### 4.2 - Calendrier détaillé d'exécution

Le candidat devra remettre un planning détaillé avec phasage adapté au projet.

#### 4.3 - Prolongation des délais

Les dispositions de l'article 19.2 du CCAG-Travaux s'appliquent.

Ainsi, en application de l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le délai d'exécution des travaux sera prolongé au-delà de 15 jours d'intempéries d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes naturels mentionnés ci-dessous dépassera son intensité limite et entraînera un arrêt de travail sur le chantier.

En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après tant qu'il ne dépasse pas les intensités et éventuellement les durées limitées suivantes :

Nature du phénomène	Intensité limitée	Durée
Vent	100km/h	Etabli pendant 1 heure
Pluie	80mm	1 heure
	200 mm	24 heures
Alerte cyclonique	Alerte rouge	Alerte rouge + 1 jour

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de la plus proche du site de l'opération.

Les pénalités sont appliquées du simple fait de la constatation du défaut ou du retard.

### **Article 5. Prix du marché**

#### 5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement (Bordereau des Prix Unitaires et/ou devis effectués par le titulaire et/ou application des prix catalogue et/ou application des remises catalogue exceptionnelles accordées par le titulaire).

Le titulaire s'engage, en outre, à faire profiter la personne publique des rabais exceptionnels consentis dans le cadre d'actions promotionnelles.

Compte tenu de l'évolutivité importante des fournitures et services liés aux systèmes de vidéoprotection, le maître d'ouvrage pourra être amené à commander des fournitures n'ayant pas fait l'objet d'une proposition de prix sur le bordereau. Dans cette hypothèse, la commande, qui pourra être rattachée au marché, fera l'objet d'une demande de devis auprès du titulaire. L'objet de ces commandes est strictement limité à l'objet du marché. Ces achats seront limités à 15% du montant maximum de l'accord cadre.

#### 5.2 - Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

Par ailleurs, ils tiennent compte des :

- dépenses de fournitures, de location et de transport du matériel, ainsi que de toute main-d'œuvre nécessaire à l'exécution des prestations,
- dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé des travailleurs, jusqu'à la fin des prestations ou garanties,
- toutes les charges sociales, fiscales et parafiscales,
- les réunions de préparation et de suivi de chantier,
- les sujétions afférentes aux essais et contrôles,
- les sujétions relatives à la préparation, à la manutention, à l'entretien en parfait état de propreté et de fonctionnement des installations, au remplacement éventuel des éléments détériorés,
- toutes autres sujétions normalement prévisibles pour les types de prestations prévues au marché.

### 5.3 - Modalités de variations des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise de l'offre finale du titulaire. Ce mois est appelé mois zéro (Mo).

Le présent accord-cadre est passé à prix révisable par ajustement.

Les prix sont révisables à la date anniversaire de la notification, par application aux prix du marché de la formule suivante :

Formule

$$P = P_0 \times (0.15 + 0.85 \times K/K_0)$$

Selon les dispositions suivantes :

P = prix révisé ;

P<sub>0</sub> = prix initial de l'accord-cadre réputé établi sur la base des conditions économiques du « mois zéro » (Mo) ;

K<sub>0</sub> = indice + Identifiant du mois « M<sub>0</sub> », valeur de l'indice définitif connu à la date de remise de l'offre ;

K = indice + Identifiant du mois « M<sub>n</sub> », valeur de l'indice définitif connu à la date d'effet de la révision de prix.

Les index de référence I, publiés par l'INSEE (<https://www.insee.fr>) sont les suivants :

Libellé de l'indice

CPF 20.80 - Services de systèmes de sécurité

En cas de modification ou de suppression officielle de tout ou partie de l'indice précédent, le nouvel indice de substitution sera pris en compte.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Le mois "n" retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

Au plus tard, deux (2) mois avant la date anniversaire du marché, le Titulaire transmet à l'Acheteur une demande de révision de prix qui comporte les éléments suivants :

- Le bordereau des prix révisé sous format Excel ;
- La formule de calcul détaillée ;
- Le ou les indices utilisés ;

Tout autre élément permettant de justifier le changement.

Les prix résultant de la révision sont appliqués à compter du premier jour du mois suivant celui de la révision.

Le pourcentage de remise du bordereau des prix est ferme pendant toute la durée de l'accord-cadre. Il ne fait l'objet d'aucune révision.

- ***Prix relatifs à la maintenance***

Il est fait application de la formule suivante :

$$P = P_o \times [0,15 + (0,85 \times I_n/I_o)]$$

Dans laquelle :

- Pn: prix révisé,
- Po : prix initial à la date de remise des offres, soit juin 2025,
- In: valeur de l'indice SYNTEC - dernière valeur connue à la date de révision,
- Io: valeur de l'indice SYNTEC - valeur du mois de remise des offres, soit juin 2025.

#### ***Article 6 : Obligation de confidentialité***

Le Titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, ses sous-traitants et ses fournisseurs, à l'obligation de confidentialité décrite à l'article 5 du CCAG FCS, pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il a ou aura eu la connaissance durant l'exécution de l'accord-cadre.

Il s'interdit, notamment, toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable de la RTM.

Le Titulaire se porte garant auprès de la RTM du fait que les personnels sont astreints aux présentes obligations de confidentialité.

#### ***Article 6.1 Traitement des données à caractère personnel***

##### ***6.1.1 Objet***

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant du titulaire s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril

2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) dans la fiche de traitement des données à caractère personnel objet de l'annexe 1 du CCAP rempli par le Titulaire dans son offre.

- La nature des opérations réalisées sur les données ;
- La ou les finalité(s) du traitement ;
- Les données à caractère personnel traitées ;
- Les catégories de personnes concernées.

#### *6.1.2 Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement*

Le sous-traitant s'engage à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/ont l'objet de la sous-traitance

2. traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement figurant en annexe du présent contrat. Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement. En outre, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public

3. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat

4. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :

- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
- reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut

6. Sous-traitance

- Le sous-traitant peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le responsable de traitement dispose d'un délai minium de 15 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.
- Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes

garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

#### 7. Droit d'information des personnes concernées

Le sous-traitant, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec le responsable de traitement avant la collecte de données.

#### 8. Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le sous-traitant doit répondre, au nom et pour le compte du responsable de traitement et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent contrat.

#### 9. Notification des violations de données à caractère personnel

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen écrit le plus adéquat. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Après accord du responsable de traitement, le sous-traitant notifie à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL), au nom et pour le compte du responsable de traitement, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord du responsable de traitement, le sous-traitant communique, au nom et pour le compte du responsable de traitement, la violation de données à caractère personnel à la

personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

- La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins
- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

10. Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

#### 11. Mesures de sécurité

Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité décrites par le titulaire dans l'annexe susmentionnée. Ces mesures doivent concerner entre autres

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement que le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre sous peine de voir sa responsabilité engagée et entraîner l'application des pénalités prévues ci-après et ce nonobstant les conséquences des violations pour lesquelles le responsable du traitement prévues par [code de conduite, certification]. [Dans la mesure où l'article 32 du règlement européen sur la protection des données prévoit que la mise en œuvre des mesures de sécurité incombe au responsable du traitement et au sous-traitant, il est recommandé de déterminer précisément les responsabilités de chacune des parties au regard des mesures à mettre en œuvre]

#### 12. Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le sous-traitant s'engage à :

Au choix des parties :

- détruire toutes les données à caractère personnel ou renvoyer les données à caractère personnel au sous-traitant désigné par le responsable de traitement

Le renvoi doit s'accompagner de la preuve de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

### 13. Délégué à la protection des données

Le sous-traitant communique au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données

### 14. Registre des catégories d'activités de traitement

Le sous-traitant déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées;

Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

### 15. Documentation

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

## Article 6. Garanties financières

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande, constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire



remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché. Il ne sera par contre pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

## **Article 7. Avance**

### **7.1 - Conditions de versement et de remboursement**

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

#### **Option A du CCAG-Travaux :**

Le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficient d'une avance calculée en application du Code de la commande publique dès lors que le marché respecte les conditions mentionnées à l'article R.2191-3 ou que le marché de défense ou de sécurité respecte les conditions mentionnées à l'article R.2391-1.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R.2191-10 est fixé à 20 % ou à un taux supérieur fixé par les documents particuliers du marché.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé par les documents particuliers du marché et, à défaut, au taux minimal prévu à l'article R.2191-7 du Code de la commande publique pour les marchés ou par l'article R.2391-4 pour les marchés de défense ou de sécurité. L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde. Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R.2191-6, R.2193-10 et R.2193-17 à R.2193-21 du Code de la commande publique.

### **7.2 - Garanties financières de l'avance**

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## **Article 8. Modalités de règlement des comptes**

### **8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions de l'article 12.2 du C.C.A.G.-Travaux.

### **8.2 - Présentation des demandes de paiements**

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon l'article 12.1 du C.C.A.G.-Travaux. Les comptes seront réglés mensuellement.

Les demandes de paiement se feront exclusivement sur le portail Chorus PRO à l'adresse suivante : [https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife\\_csm/?id=aife\\_index](https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm/?id=aife_index)

Toute demande de paiement adressée par courrier ou mail, uniquement, sera considérée comme non valide et rejetée.

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° La référence du marché ;
- 4° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 5° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 6° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 7° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 8° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 9° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 10° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé)

### En cas de cotraitance :

- ♦ En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations;
- ♦ En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

### 8.3 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants

L'acte spécial annexé au marché, précise tous les éléments des articles R.2193-1 à R.2193-4 et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.
- Modalités de paiement des sous-traitants direct :
  - ♦ Le sous-traitant dépose sur Chorus sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur pour validation par le titulaire du marché.
  - ♦ Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
  - ♦ Le sous-traitant adressera également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de dépôt sur Chorus.
  - ♦ Le pouvoir adjudicateur adressera sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
  - ♦ Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
  - ♦ Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis de dépôt sur Chorus.
  - ♦ Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
  - ♦ En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.
- Modalités de paiement direct des cotraitants :
  - ♦ En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations;
  - ♦ En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

### 8.4 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

## **Article 9. Pénalités**

### 9.1 - Pénalités de retard

Non remise des études d'exécution à demande de la MOA	150 €/jour de retard
Non remise du devis à demande de la MOA (par mail ou fax) après validation des études d'exécution	150 €/jour de retard
Non remise des DOE à l'issue réception des travaux (PV de réception)	150 €/jour de retard
Retard dans le commencement des travaux ou le dépassement des délais d'exécution fixé dans le bon de commande	150 €/jour de retard
Dans le cas où il n'aurait pas, dans le mois qui suit la réception des travaux, remédié aux imperfections ou malfaçons ayant fait l'objet de réserve	150 € /par jour de retard
Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'exécution des travaux (plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, études de détail, plans de synthèse, etc...)	150 € par jour de retard
Retard dans le nettoyage du chantier	150 € par jour de retard
Retard dans l'évacuation des gravois hors du chantier	200 € par jour de retard
Absence de dispositifs de nettoyage et décroûtage des engins avant sortie du chantier	200 € par jour de retard
Absence de bac décanteur avant rejet aux égouts publics sur dispositifs de nettoyage et décroûtage des engins	150 € par jour de retard

### 9.2 - Pénalités diverses

Dans le cas où les prescriptions ci-dessous ne seraient pas observées, il sera fait application de pénalités suivantes

Non présence aux réunions organisées	150 € par constat
Non-respect des prescriptions relatives à la signalisation générale du chantier	100 € par infraction constatée.
Pour chaque infraction aux prescriptions de chantier constatée notamment en matière d'hygiène et de sécurité.	100 € par constat
Dépôt de matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites	100 € par constat
Non-respect des obligations fixées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail	50 € par infraction constatée

### 9.3 - Pénalités de retard pour la maintenance

En cas de non- respect des délais contractuels et sauf cas de force majeure dûment constatée par la commune, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, l'application des pénalités suivantes :

Dépassement des délais contractuels d'intervention	150 € par heure de retard
<b>Dépassement des délais d'intervention :</b>	
Pour une caméra	10 € par jour
Pour plusieurs caméras	15 € par jour et par caméra
Pour une panne locale générale	20 € par heure de non-fonctionnement
<b>Pour défaut de fonctionnement du service d'astreinte</b>	75 € par heure au-delà du délai plafond d'intervention (avarie ou dommage mettant en cause la sécurité des usagers)
<b>Défaut de fonctionnement du local de pilotage :</b>	
d'une zone pendant plus d'une nuit	200€ quelle que soit la nature, la cause, l'origine de la panne, sauf s'il est établi que la panne résulte d'une absence d'alimentation en énergie provenant d'une coupure EDF.
de caméra	pénalité de 15 € par caméra non fonctionnelle, s'il est constaté un nombre de caméras simultanément éteintes supérieur à 3, en dehors d'un défaut de fonctionnement affectant une zone considérée

La Régie des Transports de la Martinique procédera à sa convenance, à des contrôles inopinés et contradictoires de vérification des caméras.

Les samedis, dimanches, jours fériés ou chômés ne seront pas déduits pour le calcul des pénalités.

#### 9.4 - Autres pénalités spécifiques

En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 150,00 € HT par absence.

En cas de non-respect des stipulations du marché, les entreprises se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 150,00 € HT.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du C.C.A.G travaux, les pénalités s'appliquent sans mise en demeure préalable, sur simple constatation du maître d'ouvrage.

## **Article 10. Conditions d'exécution des prestations**

### 10.1 - Généralités

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

## 10.2 - Prestations attendues

Les prestations attendues sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

### **Article 11. Réception des travaux**

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux du marché dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Le délai de garantie des matériels informatiques est de 2 ans.

### **Article 12. Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Le titulaire doit également contracter une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

### **Article 13. Résiliation du marché**

Seules les stipulations du C.C.A.G., relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-3 et R2143-4 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R2143-8 du Code de la commande publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

### **Article 14. Litiges**

En cas de litige, les parties conviennent d'épuiser toutes les voies amiables de règlement des conflits avant de s'adresser à la juridiction compétente.

Seul le Tribunal Administratif de Fort-de-France en Martinique est compétent en la matière.

## **Article 15. Langue**

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **Article 16. Dérogations au C.C.A.G. travaux**

Les dérogations aux C.C.A.G.-Travaux, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

- L'article 2 déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G. Travaux.
- L'article 4.2 déroge à l'article 18.1.1 du C.C.A.G. Travaux.
- L'article 4.2 déroge à l'article 28.1 du C.C.A.G. Travaux.
- L'article 9.1 déroge à l'article 19.2.1 et 19.2.3 du C.C.A.G. Travaux.
- L'article 9.4 déroge à l'article 19.2.4 du C.C.A.G Travaux.

**Dressé par :** Le Directeur Général de  
La Régie des Transports de la Martinique

**Lu et approuvé**